



la Lettre d'ENSEMBLE!

Migrant.es au fond de la Manche : la honte

Il a fallu un drame humain, dans la Manche pour, une fois de plus, condamner les comportements criminels des États en matière de migration. Éviter la reproduction prévisible de ces drames implique un changement radical de politique. Les migrations sont une réponse aux injustices, au fonctionnement prédateur du capitalisme qui accapare terres, sous-sols, eau, biodiversité, etc... aux guerres, aux idéologies folles, au dérèglement du climat, etc... Elles ne peuvent pas s'arrêter.

L'urgence nécessite une vraie politique d'accueil : hébergement, suivi sanitaire et administratif, etc... il s'agit là d'impératifs simplement humains. Au plan politique, il faut dénoncer l'accord du Touquet, entrave à la libre circulation des exilé.es entre l'Angleterre et la France, la convention de Dublin qui ne permet pas aux personnes de choisir le pays où faire leur demande d'asile. Il nous faut réaffirmer la grandeur et l'actualité des articles 13 et 14 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948. La querelle entre Boris Johnson et Macron est simplement hypocrite. Sur le fond, ils font tous les deux une politique anti-migration

Nous contacter :

✉ contact@ensemble-fdg.org

f @Ensemblefrontdegauche

🐦 @Ensemble_FdG

LES ANTILLAIS-ES MERITENT TOUTE NOTRE SOLIDARITE !



Au 15^{ème} jour de « l'insurrection » en Guadeloupe, le ministre Lecornu est enfin là ! Le premier contact direct avec le collectif de lutte aura duré... 10 minutes, suite à sa demande qu'il condamne les violences. De leur côté, les syndicats demandent des négociations sur les 32 revendications sociales et économiques, dont l'arrêt des suspensions et des poursuites. Et ils appellent au renforcement des barrages.

Quelle est l'étendue de la grève ? Les écoles, des services publics sont fermés, des entreprises sont à l'arrêt car le personnel ne se présente pas. En Guadeloupe, il suffit de quelques centaines de personnes pour paralyser le réseau routier. Le 27, deux 'déboulés' organisés par le

LKP ont réuni des milliers de personnes, comme lors du carnaval. C'est le symbole d'une identité qui s'affirme à chaque mouvement social, notamment dans la jeunesse.

Quoi qu'il en soit, l'impact est énorme. Des barrages surgissent de nulle part. Même quand ils sont levés il faut slalomer entre les carcasses de voitures et les pneus. Des magasins ont été pillés et saccagés. Des soins médicaux sont reportés, la collecte du sang est au ralenti, les dialysés doivent attendre. Une partie du personnel médical aurait subi des menaces et des agressions. Les élèves sont renvoyés chez eux après des mois de perturbations dues au Covid, ce qui est grave dans un pays qui connaît un fort échec scolaire.

Les causes profondes sont connues, alors que nous avons l'impression qu'il faut barrer et descendre dans la rue pour que le gouvernement et les médias français s'y intéressent. On entend partout, « La Guadeloupe va mal ! » Le scandale du chlordercone a marqué les esprits, l'eau peine à revenir dans les robinets, le système de santé est à l'agonie, des communes sont en faillite, des denrées essentielles hors de prix. Les jeunes plus formés s'expatrient, les autres se débrouillent comme ils peuvent. Comme partout dans de pareilles circonstances, il y a de la délinquance, on braque une petite épicerie pour quelques euros ...

C'est le refus de l'obligation vaccinale pour les soignants et les pompiers qui a déclenché le mouvement en cours. Et c'est un élément qui ne va pas de soi pour l'ensemble de la population, dont 40% sont vacciné-e-s (ce serait 90% chez les soignants). La composante 'anti-vax' du mouvement est importante, et sa direction ne s'en dissocie pas.

Il y a des critiques des méthodes des grévistes, une crainte des conséquences pour un tissu économique et social déjà fragilisé, une méfiance à l'égard des indépendantistes à la tête du syndicat le plus en vue, l'UGTG. Mais les raisons de la colère sont fortes. Le pouvoir sous-estime les souffrances de la population et réagit avec l'arrogance de l'ancienne puissance coloniale. Le couvre-feu et l'envoi de troupes anti-terroristes résument la faillite de sa politique. La crise est sociale, démocratique, identitaire. Quand les horizons sont bloqués, la révolte est nécessaire et légitime.

Le 29 novembre, un militant d'ENSEMBLE ! depuis la Guadeloupe

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

1er Décembre

Face à la violence sociale ne laissons pas seuls chômeur.euses et précaires !

La manif des organisations de Précaires est toujours le 1er samedi de décembre depuis 19 ans, elle prend cette année une dimension particulière.

Le revirement de jurisprudence du Conseil d'Etat ne voit plus de rupture d'égalité dans des dispositifs pourtant inchangés (ou presque), il a cédé aux discours sur les chômeur.euses contre la reprise. Avant cette décision, Macron a annoncé un durcissement des contrôles et des sanctions contre les chômeur.euses : "[celles et ceux] qui ne démontreront pas une recherche active d'emploi verront leurs allocations suspendues", réaffirmé l'importance de « l'indispensable réforme de l'assurance chômage ». Il est relayé par Lemaire encore plus précis : l'offre raisonnable d'emploi imposée devra être respectée et les refus sanctionnés. Il insiste lourdement sur les métiers dits « en tension » qui pourraient compromettre la reprise. Et Borne décide une augmentation des contrôles : là on ne fait pas d'économies sur les postes de contrôleurs ! C'est bien un durcissement répressif pour contraindre à accepter n'importe quel emploi.

Bien peu de réactions ont suivi cette « lutte contre la pauvreté » qui se résume à des aides ponctuelles (chèque inflation, aide contre la précarité énergétique...), au partage de la misère... et au bâton. Les effets concrets - en termes de chute des revenus des indemnisé.es- vont se faire sentir dans les semaines et les mois qui viennent : les méfaits de cette « réforme » s'étalent dans le temps de la vie des chômeur.euses .

Tout n'est pas perdu : plutôt que des actes individuels, préparons la réponse collective. C'est ce que pensent les organisations qui ont, malgré les difficultés de mobilisation, maintenu le 4 décembre. L'ensemble de la gauche, des syndicats et des associations doivent être à leur côté pour dénoncer la maltraitance institutionnelle des plus fragiles.

Pour Ensemble la lutte contre le chômage, la précarité et la pauvreté doit devenir un axe central de l'action politique pour imposer la priorité du social dans le débat public contre les idées rances qui dominent aujourd'hui.

Une brochure « Abolir le chômage, la précarité la pauvreté » d'Ensemble vient de sortir. Commandez là auprès de vos collectifs ou à Ensemble !

ABOLIR



LE CHÔMAGE, LA PRÉCARITÉ, LA PAUVRETÉ

Lutter contre les inégalités femmes / hommes

c'est combattre les violences faites aux femmes !



Le budget du secrétariat d'État à l'égalité est le plus petit du gouvernement alors que l'égalité entre les femmes et les hommes était la grande cause du quinquennat ! Toutes les manifs qui ont eu lieu cette semaine l'ont rappelé : le compte n'y est pas ! Certes, il y a eu une augmentation des places en hébergement d'urgence, mais c'est très insuffisant au regard des nécessités (20000 places seraient nécessaires, il devrait y en avoir 7800 fin 2022) si l'on ne prend que cet exemple. Avec 220 000 femmes se déclarant victimes de violence chaque année, les besoins sont considérables, et ce en particulier dans le contexte de la crise sanitaire où on assiste une forte augmentation des violences intrafamiliales. Plus de moyens sont nécessaires : c'est indiscutable, en particulier pour les assos qui sont débordées par les sollicitations.

Mais si ces moyens sont indispensables, rien ne changera si l'on ne s'attaque pas aux sources de ces violences (qui d'ailleurs sont loin d'être toutes prises en compte). Les manifs de cette semaine l'ont aussi montré : les violences sexistes et sexuelles sont l'expression la plus dure de la domination qui persiste sur les femmes et les minorités de genre, elles sont la conséquence d'une organisation sexuée de la société : si nous avons légalement les mêmes droits (dans un certain nombre de pays) nous n'avons ni les mêmes statuts ni les mêmes possibilités d'autonomie et d'émancipation. Les violences sont la conséquence des inégalités dès la naissance : éducation, formations, accès aux différents métiers, plafonds de verre, inégalités salariales... On oublie trop souvent que les inégalités économiques sont des aspects du patriarcat et du capitalisme auxquels il faut s'attaquer constamment. Or le gouvernement ne fait qu'augmenter la précarité et la pauvreté des femmes en rémunérant très mal les métiers les plus féminisés, en s'obstinant à mettre en place sa « réforme » de l'assurance chômage et en détruisant les services publics.